



Direction Régionale des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi

Unité territoriale de Paris
Pôle 3 E – DMTEL
35 rue de la Gare
CS 60003 – 75144 Paris cedex 19
Tél. : 01 70 96 20 00

DONNÉES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL PARISIEN – JUIN 2011

En juin, la demande d'emploi à Paris augmente de + 0,7 % en catégorie A (IDF : + 1,2 % ; FM : + 1,3 %) et elle diminue de -0,3 % en catégorie ABC (IDF : + 0,1 % ; FM : + 0,6 %)

La variation annuelle est nulle en catégorie A et positive dans les catégories ABC. Les hausses les plus marquantes concernent les femmes, les seniors et les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.

LA DEMANDE D'EMPLOI

A Paris le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A s'établit à 111 880 fin juin 2011 (517 580 en IDF) avec une augmentation de 760 inscrits par rapport au mois précédent (soit + 0,7 %), avec une variation annuelle nulle (IDF : + 1,2 % mensuel ; + 2,2 % annuel).

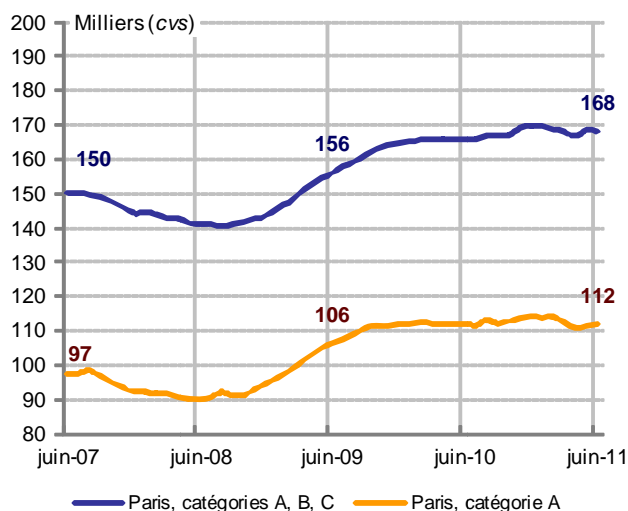
En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (2 720 400) augmente de 1,3 % (+ 1,5 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A, B, C s'établit à 167 800 fin juin 2011 (730 360 en IDF) avec une baisse de -570 inscrits par rapport au mois précédent (soit -0,3 %). Sur un an, la hausse est de 1,2 % (IDF : + 0,1 % mensuel ; + 3,3 % annuel).

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C (4 103 700) augmente de 0,6 % (+ 4 % sur un an).

En catégorie A, l'évolution mensuelle se caractérise par une hausse pour les hommes (+ 0,6 %) ainsi que pour les femmes (+ 0,8 %) avec des évolutions annuelles plus favorables aux hommes (H : -1,1 % ; F : + 1,3 %). En catégorie ABC, l'évolution mensuelle se caractérise par une baisse pour les hommes (-0,5 %) ainsi que pour les femmes (-0,1 %) avec des évolutions annuelles plus favorables aux hommes (H : + 0,4 % ; F : + 2 %).

Le nombre d'inscrits parisiens de moins de 25 ans en catégorie A est de 7 240, avec une évolution mensuelle positive de 1,1 %. Avec 310 demandeurs de moins en un an, leur variation annuelle est de -4,1 %. En catégorie A, leur part actuelle à 6,5 % reste inférieure à celle de l'IDF (11,6 %) et de la France métropolitaine (16 %).



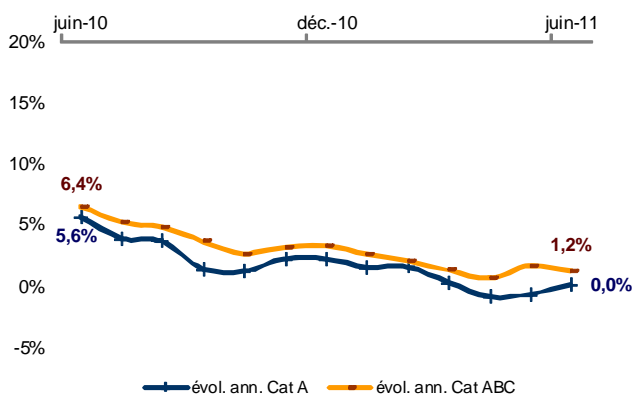
La demande d'emploi de longue durée de plus d'un an (75 520 en cat. ABC) évolue ce mois de + 0,5 % (410) et de + 6,6 % en variation annuelle (+ 6,6 % le mois précédent) avec une part dans la DEFM de 45 % variant de + 0,4 pt par rapport à mai. Le nombre des demandeurs d'emploi de moins d'un an diminue de -1,1 % par rapport à mai avec une variation annuelle en baisse de -2,8 %.

En juin, les entrées à Pôle Emploi (14 770 en cat. ABC, données brutes) sont moins importantes qu'en mai (17 664) avec une variation annuelle sur 3 mois glissants de -2,9 % (-0,2 % en mai). Les sorties (16 781) ont diminué par rapport au mois précédent (-1,1 % en annuel).

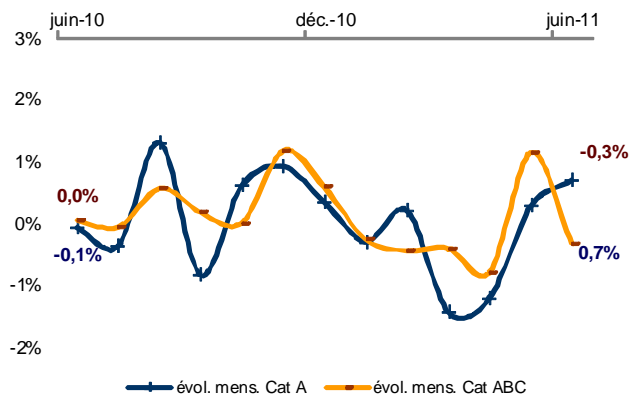
En données cvs, le volume des offres d'emplois collectées par Pôle emploi, 17 830 est inférieur à celui du mois précédent (25 070) et aussi par rapport aux offres du même mois en 2010 (21 550). Pour l'ensemble des offres, l'évolution annuelle sur 3 mois glissants est négative (-1,5 %) mais positive pour les emplois durables (6 mois ou plus) : + 1,2 %.

Tendances des évolutions annuelles et mensuelles des catégories A et ABC

Évol. ann. cat. A et ABC de juin 2010 à juin 2011 (cvs)



Évol. mens. cat. A et ABC de juin 2010 à juin 2011 (cvs)

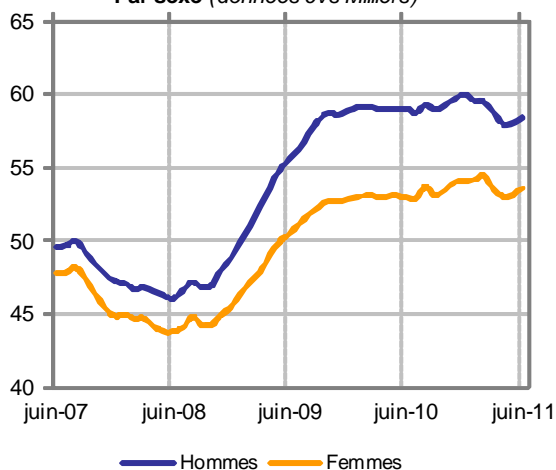


DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE (Catégorie A)

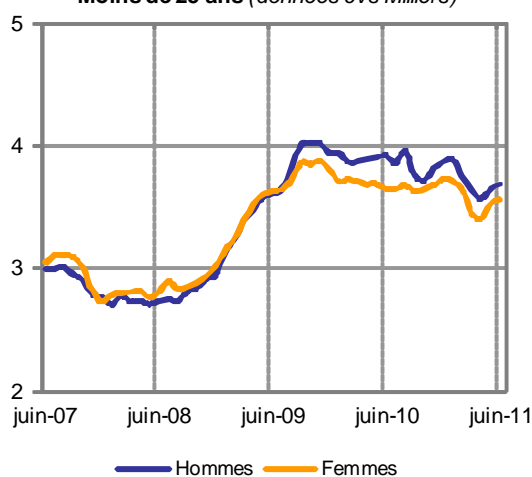
A Paris, au mois de juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de +0,6 % pour les hommes (-1,1 % sur un an) et augmente de +0,8 % pour les femmes (+1,3 % sur un an).

- Le nombre de ceux âgés de moins de 25 ans augmente de +1,1 % (-4,1 % sur un an) ; 6,5 % de la cat. A.
- Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de +0,6 % (-1,5 % sur un an) ; 71,6 % de la cat. A.
- Le nombre de ceux de 50 ans et plus augmente de +1 % (+6,9 % sur un an) ; 22 % de la cat. A.

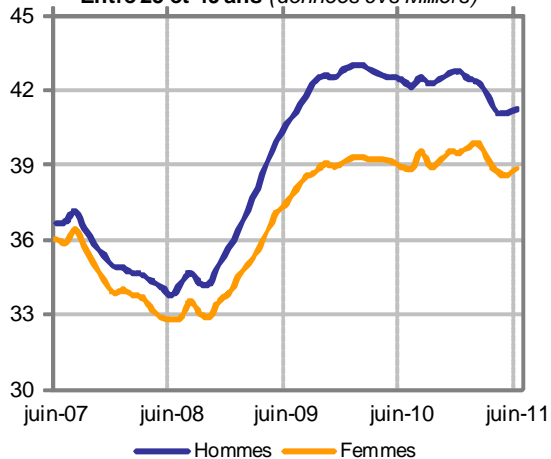
Par sexe (données cvs Milliers)



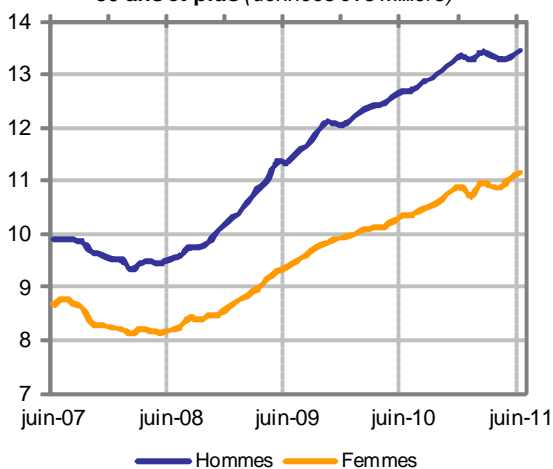
Moins de 25 ans (données cvs Milliers)



Entre 25 et 49 ans (données cvs Milliers)



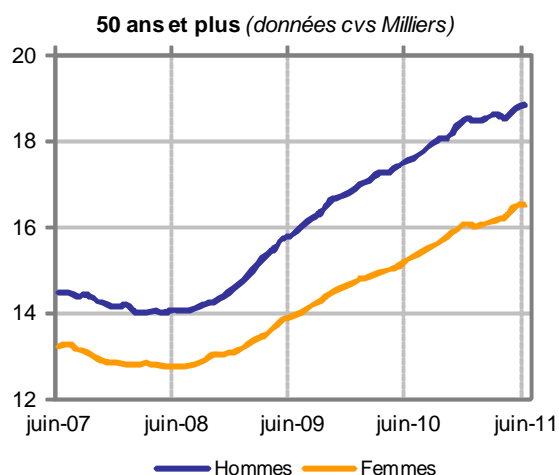
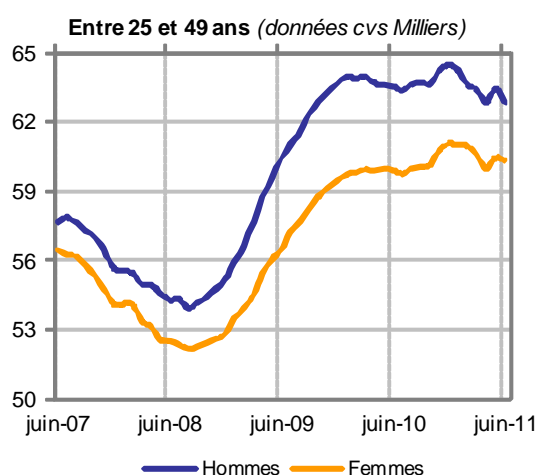
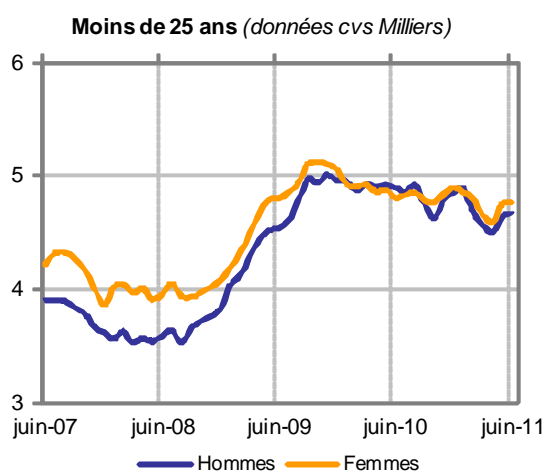
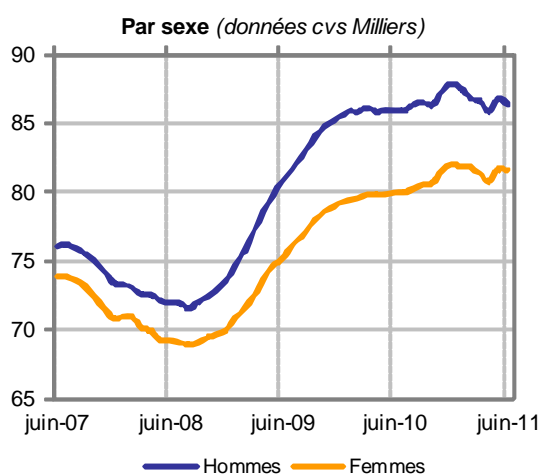
50 ans et plus (données cvs Milliers)



■ DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE (Catégorie A, B, C)

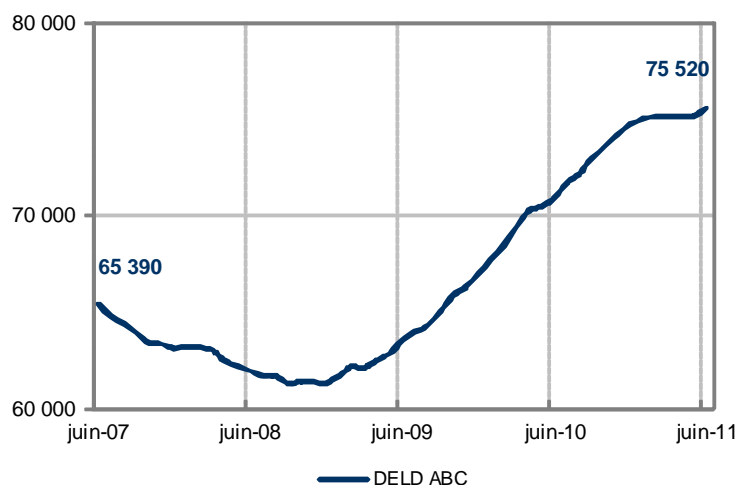
A Paris, au mois de juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC diminue de $-0,5\%$ pour les hommes ($+0,4\%$ sur un an) et diminue de $-0,1\%$ pour les femmes ($+2\%$ sur un an).

- Le nombre de ceux âgés de moins de 25 ans augmente de $+0,4\%$ ($-2,8\%$ sur un an) ; $5,6\%$ de la cat. ABC.
- Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans diminue de $-0,6\%$ ($-0,2\%$ sur un an) ; $73,4\%$ de la cat. ABC.
- Le nombre de ceux de 50 ans et plus augmente de $+0,5\%$ ($+7,4\%$ sur un an) ; 21% de la cat. ABC.



■ ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (données cvs)



Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis plus d'un an varie de $+0,5\%$ sur un mois, en hausse de $+6,6\%$ sur un an.

- Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an varie de $-1,1\%$ sur un mois, en baisse de $-2,8\%$ sur un an.
- La part des demandeurs inscrits depuis plus d'un an (45%) évolue de $0,4\%$ ce mois et de $2,3\%$ sur un an.
- En juin, l'augmentation des DELD est en IDF de $+0,9\%$ ($+10\%$ sur un an) ; l'augmentation en France métropolitaine est de $+1\%$ ($+10\%$ sur un an).

■ DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT UN DROIT PAYABLE AU RSA

A Paris, en juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au revenu de solidarité active (RSA) est de 20 022 (soit 19 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes). En juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et ayant un droit payable au RSA est de 25 341 (soit 15 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, données brutes). Les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 2 291 en juin 2011 (soit 16 % des entrées en catégories A, B, C, données brutes). Les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 3 020 en juin 2011 (soit 18 % des sorties en catégories A, B, C, données brutes).

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données brutes	juin 2010	mai 2011	juin 2011
Paris			
Demandeurs d'emploi en catégorie A	nd	20 864	20 022
RSA socle seul	nd	17 193	16 385
RSA socle et activité	nd	1 802	1 782
RSA activité seul	nd	1 869	1 855
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C	nd	26 353	25 341
RSA socle seul	nd	18 744	17 940
RSA socle et activité	nd	3 587	3 458
RSA activité seul	nd	4 022	3 943

Source : STM T - Pôle emploi, Dares. Direccte IDF / ESE

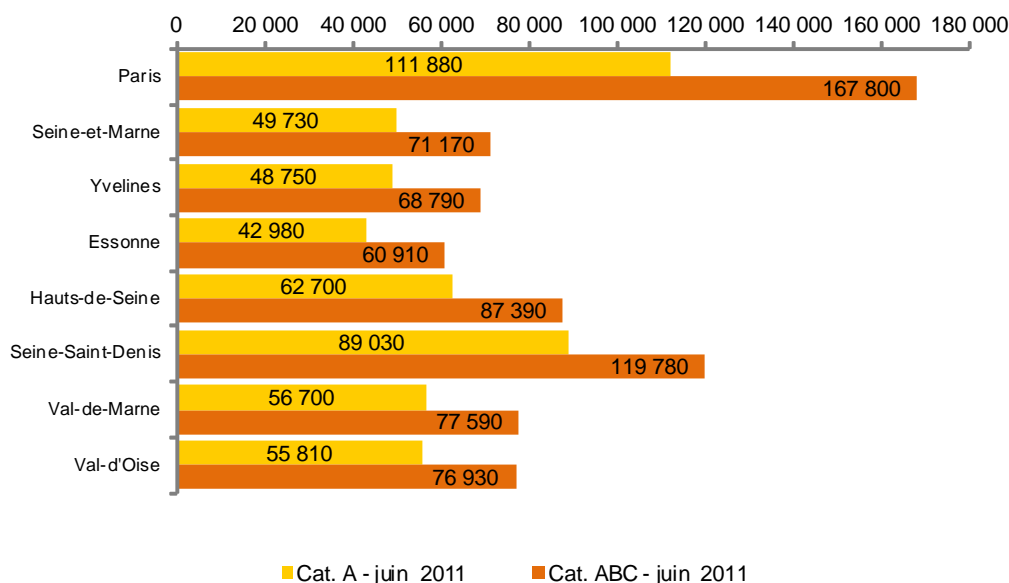
■ EN ILE-DE-FRANCE

Catégorie A, par département : le nombre de demandeurs d'emploi en juin 2011 varie entre 0,6 et 2,1 % par rapport au mois précédent.

Catégorie ABC, par département : le nombre de demandeurs d'emploi en juin 2011 varie entre -0,3 et 1 % par rapport au mois précédent.

Variations	A		ABC	
	mois	an	mois	an
Paris	0,7 %	0 %	-0,3 %	1,2 %
Seine-et-Marne	2,1 %	3,4 %	1 %	5,4 %
Yvelines	1,3 %	1,3 %	0 %	3,1 %
Essonne	1,8 %	2,1 %	0,9 %	4,3 %
Hauts-de-Seine	1,4 %	0,8 %	0,1 %	2 %
Seine-Saint-Denis	1,1 %	5 %	0,3 %	5,1 %
Val-de-Marne	1,2 %	4,3 %	0,1 %	4,3 %
Val-d'Oise	0,6 %	1,5 %	-0,2 %	3 %

Cat. A et ABC – juin 2011



FLUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE

■ EVOLUTION DES DEMANDES D'EMPLOI ENTRÉES

A Paris, la variation annuelle sur trois mois glissants des entrées à Pôle Emploi en catégories A, B, C a diminué de 2,9 % sur un an. ; Licenciements économiques (1) (-5,3 %) ; Autres licenciements (-8,8 %) ; Démissions (-6,4 %) ; Fins de contrat à durée déterminée (-1,8 %) ; Fins de mission d'intérim (-3 %) ; Première entrée (-10,6 %) ; Reprise d'activité (-20 %) ; Autres cas (+2 %)

Données brutes	juin	mai	juin	Répartition des motifs	Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
	2010	2011	2011		
Paris					
Licenciements économiques (1)	601	631	540	3,7%	-5,3
Autres licenciements	2 134	2 042	1 747	11,8%	-8,8
Démissions	543	568	462	3,1%	-6,4
Fins de contrat à durée déterminée	3 167	3 347	2 977	20,2%	-1,8
Fins de mission d'intérim	584	651	513	3,5%	-3,0
Première entrée	839	849	686	4,6%	-10,6
Reprise d'activité	1 108	924	830	5,6%	-20,0
Autres cas	8 027	8 652	7 015	47,5%	2,0
Ensemble	17 003	17 664	14 770	100%	-2,9
<i>Pour mémoire :</i>					
Île-de-France (cvs)	94 220		81 250	-	-3,9
France métropolitaine (CVS)	488 700		480 300	-	-1,7

Source : STM T - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : Direccte IDF / ESE, Dares.

Variations en %

(1) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP.

■ EVOLUTION DES DEMANDES D'EMPLOI SORTIES

La variation annuelle sur trois mois glissants des sorties à Pôle Emploi en catégories A, B, C a diminué de 1,1 % sur un an. ; Reprises d'emploi déclarées (-2,5 %) ; Entrées en stage (+16,5 %) ; Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (-2 %) ; Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) : (-8,9 %) ; Radiations administratives (-10,1 %) ; Autres cas (+9 %)

Données brutes	juin	mai	juin	Répartition des motifs	Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
	2010	2011	2011		
Paris					
Reprises d'emploi déclarées	2 952	3 139	2 680	16,0%	-2,5
Entrées en stage	354	460	434	2,6%	16,5
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	8 831	7 792	8 370	49,9%	-2,0
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	1 145	983	920	5,5%	-8,9
- dont maladies	524	449	435	2,6%	-9,6
- dont dispenses de recherche d'emploi (DRE)	217	127	129	0,8%	-37,0
Radiations administratives	1 639	1 373	1 311	7,8%	-10,1
Autres cas	2 933	3 102	3 066	18,3%	9,0
Ensemble	17 854	16 849	16 781	100%	-1,1
<i>Pour mémoire :</i>					
Île-de-France (cvs)	90 030		81 020	-	-4,1
France métropolitaine (CVS)	466 300		450 800	-	-3,3

Source : STM T - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : Direccte IDF / ESE, Dares.

Variations en %

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Sur un an, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi varient en IDF de +1,3 % et de -1,5 % à Paris.

Une variation de :

- +1,2 % pour les offres d'emplois durables de plus de six mois (+7,7 % en IDF) ;
- -4,4 % pour les offres d'emplois non durables de six mois ou moins (-5,7 % en IDF).

TAUX DE CHOMAGE (T1 2011 – RESULTATS PROVISOIRES)

■ Taux de chômage trimestriel localisés par département – source Insee

Dernier taux de chômage de Paris connu au 1^{er} trimestre 2011 : 8,7 %.

Il reste inférieur de 1,6 point au taux du 1^{er} trimestre 2004 (10,5 %).

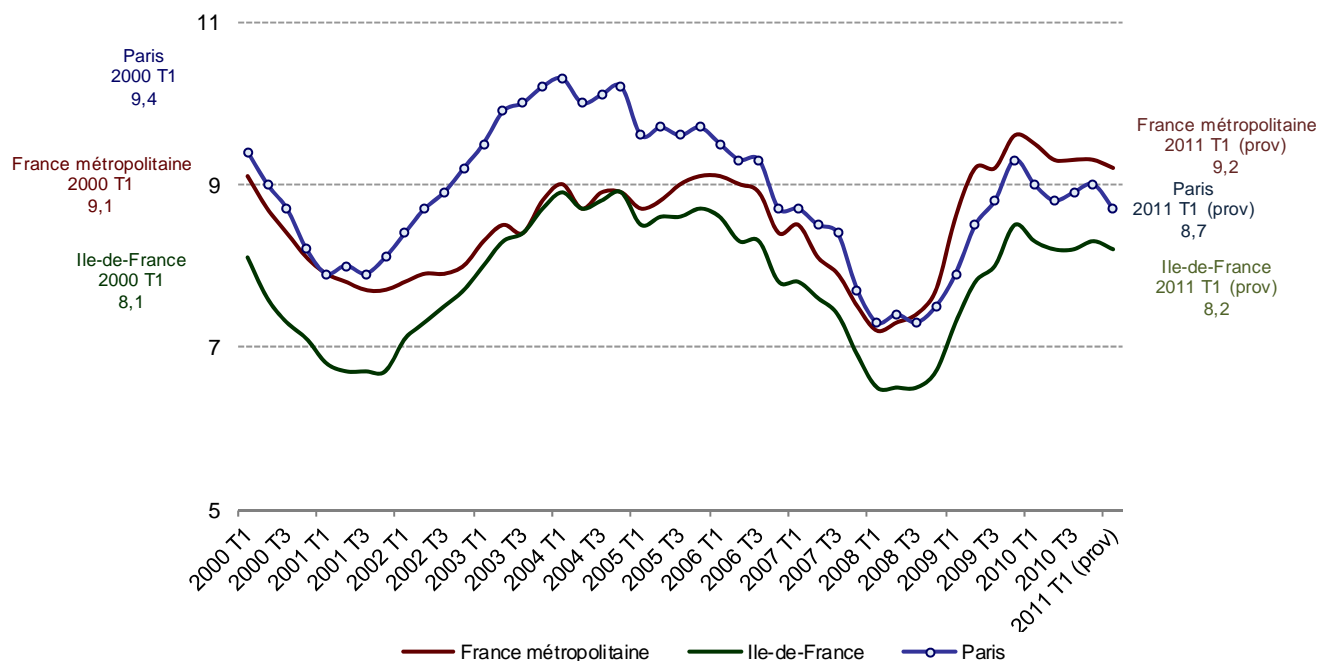
- Son évolution trimestrielle est de – 0,3 % par rapport au 4^e trimestre 2010, – 0,3 % en évolution annuelle.
- Ce taux est supérieur de 0,5 point au taux trimestriel francilien : 8,2 % (évol. trim. – 0,1 % ; évol. ann. : – 0,1 %).
- Il est inférieur de 0,5 point au taux trimestriel national : 9,2 % (évol. trim. – 0,1 % ; évol. ann. : – 0,3 %).
- A fin mars, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est à 9,9 % dans la zone euro, il est à 9,5 % dans l'UE27 (évolutions annuelles : – 0,2 %) – Source Eurostat à fin avril.

moyenne trimestrielle – données CVS	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2011 T1 (prov)	évol trimestrielle	évol annuelle	évol / T1 2004
France métropolitaine	9,5	9,3	9,3	9,3	9,2	–0,1	–0,3	0,2
Ile-de-France	8,3	8,2	8,2	8,3	8,2	–0,1	–0,1	–0,7
Paris	9	8,8	8,9	9	8,7	–0,3	–0,3	–1,6
Seine-et-Marne	7,3	7,2	7,3	7,3	7,2	–0,1	–0,1	0,1
Yvelines	6,7	6,6	6,7	6,7	6,6	–0,1	–0,1	–0,4
Essonne	6,8	6,7	6,7	6,7	6,6	–0,1	–0,2	–0,4
Hauts-de-Seine	7,6	7,4	7,5	7,5	7,4	–0,1	–0,2	–1
Seine-Saint-Denis	11,3	11,2	11,3	11,4	11,3	–0,1	0	–1,2
Val-de-Marne	8	7,9	8	8,1	8	–0,1	0	–0,5
Val-D'Oise	9	8,9	9	9,1	8,9	–0,2	–0,1	–0,1

- Précision de l'estimation du taux de chômage trimestriel : + / – 0,3.
- Précision de l'estimation en évolution dans la limite de l'arrondi (+ / – 0,3 point).

■ Evolution du taux de chômage de 2000 à 2011 (trimestriel)

Taux de chômage trimestriel : 2000 - 2011



Remarques d'après la note méthodologique de l'Insee sur les taux de chômage localisés par régions et départements calculés par l'INSEE :

- les taux de chômage localisés ont une périodicité trimestrielle (depuis avril 2008) ;
- au niveau régional et départemental comme au niveau national, l'estimation du taux de chômage localisé pour le dernier trimestre publié est provisoire compte tenu du fait que l'enquête non-répondants à l'enquête Emploi n'est pas encore disponible ;
- cette dernière consiste en une enquête auprès des personnes dont la réponse n'a pas été recueillie dans l'enquête Emploi, par exemple parce qu'elles étaient impossibles à joindre au moment de la collecte de l'enquête ;
- de ce fait, les derniers taux connus du dernier trimestre de l'année en cours restent provisoires ;
- ils deviennent définitifs lors de la diffusion des taux de chômage localisés des trimestres suivants.

ANNEXE

■ LES NOUVELLES CATÉGORIES STATISTIQUES DE DEMANDEURS D'EMPLOI

Sources et définitions : demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Conseil national de l'information statistique (CNIS) sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (sept. 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8).

Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, un concept différent du chômage au sens du BIT

- Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi : la notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.
- Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi...
- A compter du 1^{er} juin 2009, la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) est susceptible d'affecter sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

▪ **Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)**

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1er juin 2009 en France métropolitaine et généralisé le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet "d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires" (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu "de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle" s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 € / mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

(www.rsa.gouv.fr/)

Les données de la DEFM et des offres collectées sont corrigées des variations saisonnières, celles du détail des flux d'entrées et sorties sont des données brutes. Source : STMT – Pôle emploi, Dares, Direccte IDF – ESE
